

Australie

Rattrapage et transition en demi-teinte

Stéphane LE QUEUX

De retour au pouvoir en 2022, les travaillistes font adopter une loi mettant en place une politique environnementale. L'alignement sur l'accord de Paris et la création d'une agence fédérale de transition énergétique étaient des revendications du congrès syndical de l'ACTU de 2021. Si les syndicats soutiennent le dispositif de transition, des divisions subsistent. Les divergences reflètent l'ambiguïté de la politique qui vise à réduire les émissions domestiques mais pas les exportations de combustibles fossiles, pourtant majoritaires dans la production énergétique.

Back in power in 2022, the Labour Party passed on a legislation on climate action. The alignment to the Paris Agreement and the creation of a national net-zero authority were unions' policies in Congress, 2021. While unions are in their majority in support of the government initiative, divisions remain. Divergences reflect the underlying contradiction in environmental policies targeting the reduction of domestic emissions but not the exportation of fossil fuel, however vastly responsible of Australian derived global emissions.

Stéphane Le Queux est professeur au College of Business, Law and Governance, Division of Tropical Environments and Societies, James Cook University, Australia.

Les premiers pas d'une politique gouvernementale en matière d'action environnementale datent seulement de 2022. L'agence fédérale¹ pour la neutralité carbone n'a vu le jour qu'en juillet 2023, donnant écho aux revendications du congrès de la centrale syndicale Australian Council of Trade Unions (ACTU) de 2021. Il n'y a pas si longtemps encore, en février 2017, Scott Morrison, alors chef du gouvernement de la coalition libérale-nationale (conservateurs), brandissait un roc de charbon à l'Assemblée nationale en accusant les forces d'opposition de « phobie du charbon² ».

Jusqu'à récemment en effet, la question climatique était dans une impasse politique. Après une décennie 1996-2007 dominée par le scepticisme, sous gouverne de la coalition menée par John Howard, qui montre un désintérêt pour la question climatique quand il n'en questionne pas l'ampleur ou l'urgence, les travaillistes sont de retour au pouvoir en 2007. Kevin Rudd, leur *leader*, propose une taxe carbone ainsi qu'une taxe sur les superprofits pour financer l'action gouvernementale. Cette proposition entraîne une forte mobilisation médiatique des *lobbys* miniers et c'est finalement son propre parti qui lui donne le coup de grâce, avec le soutien de la droite du caucus travailliste, elle-même soutenue par les syndicats conservateurs. La remplaçante de Kevin Rudd, Julia Gillard, s'empresse, à l'annonce de sa nomination, de déclarer le retrait des taxes³, annonçant dans la foulée la main tendue à l'industrie minière. La coalition de droite revient au pouvoir en 2013, sous Tony Abbott, conservateur

et climatosceptique, puis Michael Turnbull, favorable à l'action climatique mais dont les efforts sont entravés par son propre parti, et enfin Scott Morrison pour qui les craintes liées au changement climatique sont de nature « idéologique et pathologique ». Il ne se relèvera cependant pas de l'été des grands incendies, le Black Summer de 2019-2020. Les travaillistes sont de retour en 2022, avec le soutien des Verts. C'est à partir de là que tout commence concrètement, c'est pourquoi cette chronique met l'accent sur les déclarations d'intention, le dispositif de transition et ses objectifs. Toutefois, l'engagement environnemental mis en place est un mensonge par omission pourrait-on dire, car la « transition écologique » australienne concerne essentiellement les émissions de gaz à effet de serre (GES) sur le territoire australien. Or ses exportations d'énergies fossiles sont bien davantage responsables de la contribution de l'Australie aux émissions mondiales de GES. Il s'agit d'un point fondamental sur lequel nous reviendrons en conclusion.

Comment donc expliquer l'inaction sous la coalition ? En dehors du soutien financier de l'industrie, généreux donateurs, on peut discerner trois narratifs. Le premier est d'ordre géopolitique : tant que les États-Unis ne souscrivent pas aux accords internationaux, il n'y aura pas d'engagement de l'Australie, dont les émissions nationales de GES sont loin de celles produites par les Américains et les Chinois, ce qui rendrait les efforts du pays moins nécessaires. Le deuxième est fondé sur la conviction que les forces du marché et les initiatives de

1. <https://www.pmc.gov.au/news/new-national-net-zero-authority>.

2. <https://www.youtube.com/watch?v=ea5b0aPkZpc>.

3. À la place, elle propose un dispositif de prix fixe sur le carbone qui est abandonné et remplacé par un système dit de « sauvegarde » visant les gros émetteurs : <https://bit.ly/3FKLx1Y>.

l'industrie sont plus efficaces que la politique gouvernementale. Le troisième est bien plus fondamental : les ressources naturelles, la mine, sont à l'origine de la prospérité de l'Australie, un narratif au centre de l'intervention de Scott Morrison.

Quant au syndicalisme, il ne s'est montré ni indifférent ni inactif en matière environnementale, qu'il s'agisse des *green bans*⁴ dans les années 1970, des campagnes contre l'extraction de l'uranium ou de soutien à la politique travailliste de 2008 sur la réduction des émissions de GES (Snell, Fairbrother, 2010). Leur engagement ne s'est toutefois pas fait sans contradictions, tensions et divisions internes quant aux priorités et aux approches à privilégier.

L'Australie se trouve désormais en phase de rattrapage rapide, afin de s'aligner sur les objectifs de l'accord de Paris. Pour les optimistes, elle en a le potentiel, à condition d'accélérer et de prioriser les cibles⁵. Pour les sceptiques, la détermination du politique⁶ semble insuffisante dans un contexte où les travaillistes rechignent à prendre un tournant radical et autorisent même de nouvelles ouvertures de sites d'extraction. Pour les militants, s'appuyant sur le Climate

Council, une ONG écologiste, les objectifs ne sont pas assez ambitieux⁷.

Nous allons d'abord présenter les points phares de la loi sur la transition pour ensuite détailler la politique syndicale telle qu'elle a été définie en congrès en 2021. Nous enchaînerons sur les tensions sous-jacentes au sein même du mouvement syndical, car si la position de l'ACTU est dominante, toutes les fédérations ne sont pas concernées de la même façon selon les secteurs. Il existe d'importantes différences entre fédérations, et des divisions larvées avec leurs branches régionales dans un contexte où l'économie dépend pour une très grande part de l'exploitation et de l'exportation des ressources naturelles, notamment des ressources minérales⁸. En effet, les deux tiers des exportations du pays proviennent des secteurs énergétique et minier selon la Banque centrale⁹, la mine étant responsable de 21 % de la croissance du PIB ces dix dernières années¹⁰ tout en ne représentant directement que 2,2 % des emplois selon les dernières statistiques ajustées d'août 2023¹¹. De surcroît, la vaste majorité de la population (ainsi que les sièges syndicaux !) se trouve dans les concentrations urbaines du sud du pays, tandis que les ressources sont principalement situées au nord

4. Dans les années 1970, les ouvriers de la fédération du bâtiment de Sydney refusaient de travailler sur les sites de construction qu'ils considéraient nuisibles à l'environnement urbain et au patrimoine architectural : https://dictionaryofsydney.org/entry/green_bans_movement.

5. A. Skarbek, « The road is long and time is short, but Australia's pace towards net zero is quickening », *The Conversation*, October 1, 2023, <https://bit.ly/3FDg7xG>.

6. J. Brett, « Too hard basket: why climate change is defeating our political system », *The Conversation*, October 1, 2023, <https://bit.ly/3FEI3m2>.

7. A. Bainbridge, « Mission Zero: "Game on, not game over", says Climate Council », *Green Left*, September 28, 2023, <https://bit.ly/3SiMXvi>.

8. L'Australie est le troisième exportateur mondial de combustibles fossiles, derrière la Russie et l'Arabie saoudite, le premier exportateur de charbon à coke, utilisé pour la fabrication de l'acier, le deuxième exportateur de charbon thermique, utilisé dans les centrales électriques au charbon, et le premier exportateur de gaz liquéfié.

9. <https://www.rba.gov.au/snapshots/economy-composition-snapshot/>.

10. <https://bit.ly/45Qenfd>.

11. Soit 310 000/14122 000, <https://bit.ly/3FzZgMr>.

et dans les régions éloignées : tout le monde n'est donc pas concerné de la même façon.

L'Australie vise la neutralité carbone

Depuis les élections fédérales de mai 2022, et le retour du Labour Party au pouvoir, l'Australie est en rattrapage sur de nombreux fronts : augmentation du salaire minimum ; revalorisation du revenu de solidarité et de l'assistance sociale ; rééquilibrage des relations professionnelles ; rétablissement des relations internationales, notamment dans le Pacifique et dans le domaine commercial

avec la Chine ; référendum pour une voix du peuple aborigène au Parlement¹², etc. L'action contre le changement climatique constitue l'un de ces fronts. Après une décennie de déni et d'inaction des précédents gouvernements de coalition libérale-nationale, l'Australie a décidé de se joindre aux efforts de la communauté internationale. Le pays s'est donné pour objectif de réduire ses émissions de GES de 43 % sur la base de 2005 d'ici 2030 et d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 (pour les émissions actuelles et la production énergétique de l'Australie, voir encadré 1). L'ensemble du dispositif est inscrit dans une loi, le National Energy Transition

Encadré 1 - Émissions de GES et production d'énergie de l'Australie en 2020-2022¹

Au cours de l'année qui s'est achevée en juin 2022, les émissions de GES de l'Australie ont été inférieures de 21,6 % aux émissions de l'année qui s'est achevée en juin 2005, l'année de référence pour l'objectif 2030 du pays dans le cadre de l'accord de Paris².

En 2021, les énergies renouvelables ont représenté 29 % de la production totale d'électricité en Australie, soit le taux le plus élevé jamais enregistré. Les principales sources étaient l'énergie solaire (12 %, en hausse de 31 %), l'énergie éolienne (10 %, en hausse de 19 %) et l'énergie hydraulique (6 %)³. La même année, la production d'énergies renouvelables a augmenté de 10 %, en grande partie grâce à l'expansion rapide de l'énergie solaire et éolienne⁴.

La majeure partie de la production de combustibles fossiles australienne, gaz et charbon en tête, est exportée. Les exportations nettes représentaient 70 % de la production en 2020-2021⁵.

1. Selon les indicateurs du Forum mondial économique, l'Australie se trouverait au 24^e rang en ce qui a trait à la capacité d'assurer la transition énergétique (Energy Transition Index, <https://www.weforum.org/reports/fostering-effective-energy-transition-2023>).

2. National Greenhouse Gas Inventory Quarterly Update : June 2022 - DCCEEW : <https://bit.ly/4670FoB>.

3. Ministère du Changement climatique, de l'Énergie, de l'Environnement et de l'Eau : <https://www.energy.gov.au/data/renewables>.

4. Australian Energy Statistics 2022 Energy Update Report: <https://www.energy.gov.au/publications/australian-energy-update-2022>.

5. *Ibid.*

12. Le référendum s'est soldé par un échec avec 60 % de votes contre, un coup dur pour le processus de réconciliation.

Authority Bill 2022, entrée en vigueur depuis mars 2023.

La politique du gouvernement travailliste se situe dans le prolongement des demandes et des modalités d'action du syndicalisme. Le réalignement avec les objectifs de l'accord de Paris sur le climat et l'établissement d'une autorité fédérale pour coordonner l'effort national de transition énergétique étaient des revendications fortes de l'ACTU lors de son congrès en 2021. Mais l'idée d'établir une entité fédérale en charge de la coordination de la transition énergétique remonterait à 2008 selon les annales syndicales¹³, ce qui confirme que le militantisme syndical en la matière est loin d'être nouveau. Markey et McIvor (2019) en retracent les jalons depuis 1991, ainsi que les divisions internes du syndicalisme tout au long du chemin.

Pour atteindre ses objectifs, la politique du gouvernement¹⁴ prévoit une approche impliquant plusieurs ministères, et prévoit de nouveaux flux de financement et des investissements dans les infrastructures de base. Le gouvernement australien déclare ainsi qu'il entend investir 24,9 milliards de dollars australiens (14,9 milliards d'euros, soit 0,13 % du PIB) au cours de cette décennie pour répondre aux priorités en matière de changement climatique et de transition énergétique, avec les objectifs suivants :

- transformer l'approvisionnement en électricité pour qu'il repose principalement sur les énergies renouvelables ;
- soutenir le développement de nouvelles industries de l'énergie propre ;

- soutenir la décarbonation des industries existantes et du réseau de transport.

Pour soutenir la transition vers une économie plus verte, le gouvernement australien met l'accent sur la nécessité de mettre en place des programmes d'éducation et de formation. Un programme sur la formation professionnelle, le « Skills Package » et une commission nationale « National Skills Commission » sont établis pour permettre le développement d'une main-d'œuvre qualifiée capable de répondre aux exigences d'une économie durable. En investissant dans l'enseignement et la formation professionnels, le gouvernement se donne pour objectif de doter les travailleurs des compétences et connaissances nécessaires pour participer au marché de l'emploi vert en pleine expansion. Il anticipe en effet que la transition vers une économie verte risque d'avoir des conséquences pour les travailleurs des industries fortement dépendantes des combustibles fossiles. Il reconnaît ainsi la nécessité d'une transition juste, qui implique un soutien conséquent aux travailleurs et aux communautés concernés.

Il convient de remarquer que l'industrie avait pris les devants dès 2020, avec la mise en place d'une initiative coordonnée des grandes entreprises (environ un tiers des 100 premières entreprises cotées à l'Australian Stock Exchange étant partie prenantes) pour la décarbonation de l'économie, en priorité les secteurs à fortes émissions, incluant un programme de transition des compétences¹⁵.

13. *Green Gold Rush*, ACTU, 2008 : <https://bit.ly/3QkC2Pi>.

14. Adapté des sources officielles : <https://www.globalaustralia.gov.au/industries/net-zero>.

15. Australian Industry Energy Transitions Initiative : <https://bit.ly/3MoebwK>.

Le gouvernement admet également l'importance de la collaboration et de la consultation des parties prenantes, notamment les entreprises, les syndicats et les communautés. Dans le cadre de forums tels que le comité consultatif de transition de l'industrie, ces derniers sont invités à participer à l'élaboration de politiques et de stratégies visant à garantir une transition que la politique gouvernementale veut promouvoir de façon « harmonieuse et inclusive ».

Des doutes planent cependant sur la détermination du gouvernement fédéral, comme le souligne l'agence Reuters à l'occasion de la COP27 : « Lors de la COP27, Canberra n'a pas signé l'accord sur la transition vers une énergie propre, qui prévoit l'arrêt de toute nouvelle aide publique directe au secteur international des énergies fossiles d'ici la fin de l'année, accord qui a pourtant été soutenu par des pairs comme le Canada, la Grande-Bretagne et les États-Unis¹⁶ ». Malgré le désarroi des écologistes et de plusieurs parlementaires indépendants, le gouvernement ne fléchit pas sous la pression, y compris celle des pays de l'Océanie : en 2022-2023, il s'est engagé à verser 11,1 milliards de dollars australiens (soit 6,7 milliards d'euros) de subventions pour des projets liés aux combustibles fossiles. Tony Wood, directeur du programme énergie du Grattan Institute, énonce ainsi sa crainte que l'absence de prise de conscience de l'urgence engendre un effet pervers, à

savoir que la tâche paraisse insurmontable et que l'Australie baisse les bras¹⁷.

Un cadre législatif pour la transition environnementale calqué sur les revendications syndicales

L'établissement d'une entité fédérale responsable du pilotage et de la coordination de la transition énergétique était une revendication forte du congrès 2021 de l'ACTU, avec pour objectif que le dispositif assure une voix aux travailleurs et leurs syndicats, revendication relayée par les travaillistes dès leur accession au pouvoir. Le syndicalisme fut d'ailleurs partie prenante de l'élaboration du projet de loi sur la transition énergétique, par la voix de Steve Murphy, secrétaire national de l'Australian Manufacturing Workers' Union (AMWU) et membre de l'exécutif de l'ACTU, lors des délibérations au Sénat.

Ce dernier y exprimait notamment ses inquiétudes et soulignait l'importance de la consultation. Il ajoutait qu'il était essentiel que les travailleurs soient au centre de cette consultation et se prononçait en faveur d'une entité indépendante et tripartite qui agisse pour une transition juste en prévoyant des mesures de soutien et de formation en direction des travailleurs¹⁸. Les propos de Steve Murphy faisaient ainsi dans leur ensemble écho aux résolutions du congrès syndical de

16. P. Menon, « Analysis: Australia's climate policies don't match its big talk at COP27 », *Reuters*, November 20, 2022, <https://bit.ly/40pfC2>.

17. « Nous nous trouvons donc dans une situation difficile. L'optimisme naïf d'une transition facile et peu coûteuse vers le "net zero" risque de céder la place à une négativité brutale selon laquelle tout cela est tout simplement trop dur » : T. Wood, « Why Australia urgently needs a climate plan and a Net Zero National Cabinet Committee to implement it », *The Conversation*, 10 octobre 2023, <https://bit.ly/3SkjLnB>.

18. The Senate, Economic Legislation Committee, Public hearing, February 28, 2023, p. 10, 12, 16.

2021 : *A safe climate with good union jobs* (Policy 10)¹⁹, accompagnées d'un plan d'action 2021-2025²⁰ (encadré 2).

L'ACTU a également produit un guide²¹ – *Energy Transition Authority: What Workers Need* – qui rend compte de la politique

syndicale. Le document comprend trois volets. Le premier volet explique pourquoi la mise en place d'une autorité fédérale (la National Energy Transition Authority) est nécessaire. Il s'articule autour de trois dimensions : le besoin de coordination, la durabilité et le *leadership*.

Encadré 2 - Plan d'action 2021-2025

Les syndicats australiens travailleront ensemble sur les priorités suivantes :

- collaborer avec le mouvement syndical international pour s'assurer que l'Australie rejoigne la communauté mondiale en adoptant des objectifs nationaux d'émission de GES ambitieux et fondés sur la science, ainsi qu'une politique et des programmes nationaux pour atteindre ces objectifs d'une manière qui maximise les avantages et minimise les difficultés créées par le passage à la neutralité carbone ;
- créer une autorité nationale de transition énergétique chargée de planifier et de coordonner la mise à la retraite des centrales électriques au charbon ; veiller à ce que les travailleurs de ces installations soient formés et redéployés dans des emplois sûrs et décents et qu'il n'y ait pas de licenciements forcés ; et veiller à ce que de nouveaux emplois et de nouvelles industries soient créés dans les régions touchées de manière disproportionnée par le passage à la neutralité carbone ;
- s'assurer que les nouvelles industries à faibles émissions de GES, telles que les énergies renouvelables, le recyclage et la restauration de l'environnement, reposent sur des bases durables en offrant des emplois syndiqués sûrs et sécurisés, assortis de salaires et de conditions équitables ;
- veiller à ce que l'Australie soit à la pointe des industries qui émergent pour résoudre la crise climatique, telles que l'hydrogène, l'acier vert, la production alimentée par les énergies renouvelables et le traitement des minerais, et que ces industries soient développées de manière à créer des emplois sûrs et de qualité pour les travailleurs ;
- veiller à ce que les voix des travailleurs et les perspectives syndicales soient intégrées dans les politiques climatiques et énergétiques élaborées par les gouvernements et les entreprises ;
- aider les travailleurs à prendre des mesures collectives sur leurs lieux de travail afin de minimiser l'impact du réchauffement climatique et de favoriser la réduction des émissions et l'amélioration de l'environnement.

19. <https://bit.ly/49fB5QJ> ; voir aussi : <https://bit.ly/3MIERhV>.

20. <https://bit.ly/3QBWb4t>.

21. <https://bit.ly/45WUFhU>.

Le besoin de coordination est une question sensible dans un contexte socio-économique et géographique fortement disparate. Il s'agit de s'assurer que personne ne soit laissé au bord du chemin. La question de la durabilité et celle du *leadership* renvoient l'une et l'autre à l'importance d'établir une autorité indépendante des aléas politiques et capable de mener des initiatives et d'en faire le suivi sur le long terme.

Le deuxième volet concerne les bonnes pratiques qui doivent guider l'action. Ces dernières reflètent les prises de position du congrès et son plan d'action, soit : un soutien aux communautés touchées (une transition juste) et des investissements dans le domaine des énergies renouvelables ; la garantie de bons emplois (emplois de qualité, salariés et syndiqués) et la formation professionnelle ; la participation des travailleurs et de leurs communautés (y compris aborigènes) ; le dialogue social.

Le troisième volet concerne la structure, le financement et les fonctions prioritaires de l'autorité nationale, à savoir : la protection des travailleurs ; la diversification économique régionale ; l'éducation et la formation professionnelle.

Derrière la politique de l'ACTU, des divisions syndicales

Considérant le lien étroit entre le Parti travailliste et le mouvement syndical, il n'est pas surprenant que le gouvernement ait donné suite aux revendications du congrès de 2021. Les Verts, en ascension politique depuis les

dernières élections où le report des votes de leur électorat majoritairement jeune a permis la victoire travailliste (Le Queux *et al.*, 2022), exigeaient des objectifs plus ambitieux (les Néo-Zélandais ciblent 50 % de baisse des émissions de GES à l'horizon 2030), mais ils ont transigé leur soutien à la législation pour des avancées sociales.

La direction du Parti travailliste, en congrès au mois d'août 2023, était elle-même sous la pression de sa base²². Une coalition de 350 branches locales du Parti en appelait à davantage de subventions pour les énergies renouvelables ainsi qu'à une réduction drastique, voire à l'abandon des défrichements et de l'exploitation des forêts indigènes, ce qui permettrait d'atteindre les objectifs de réduction des émissions. Cette revendication a toutefois été contrée par la puissante Construction Forestry Maritime Mining and Energy Union (CFMMEU, fédération syndicale de la Construction, de la Foresterie, Travailleurs maritimes/dockers, Travailleurs de l'énergie et des mines), fort probablement par sa division foresterie.

Les inquiétudes du grand public sont croissantes à mesure que les catastrophes naturelles s'amplifient et se multiplient, ainsi que leurs coûts. Selon le rapport 2023 *Climate of the Nation* de l'Australian Institute²³, « une grande majorité d'Australiens (au moins 75 %) sont préoccupés par l'impact de la crise climatique sur l'approvisionnement alimentaire, l'agriculture et les primes d'assurance, et soutiennent les politiques qui obligeront les entreprises de combustibles fossiles à payer pour les dommages

22. A. Simpson, « "The world has changed": Why Anthony Albanese must up the ante on climate policy at Labor's national conference », *The Conversation*, 16 août 2023, <https://bit.ly/3tTm5rF>.

23. « Inadequate Electoral Reform Leaves Truth and Transparency Behind », Australian Institute, November 16, 2023, <https://australianinstitute.org.au/media/category/media-releases/>.

qu'elles causent ». Selon le même rapport, deux personnes sur trois (66 %) pensent que le gouvernement devrait prévoir l'arrêt progressif de l'extraction du charbon et la transition vers d'autres industries.

Cependant, l'Australie persiste et permet aux entreprises de combustibles fossiles de poursuivre leur expansion, voire de développer de nouveaux projets et de nouveaux sites. L'ouverture récente et très controversée du bassin houiller galiléen dans le Nord du Queensland – Adani Carmichael Coal Mine – en est une illustration emblématique (voir *infra*).

Que l'Australie persiste dans son addiction à l'extraction minière va dans le sens de l'argumentation de Christopher Wright *et alii* (2022:556-557) : « L'hégémonie des combustibles fossiles est maintenue par des articulations qui renforcent la prévalence de trois discours clés : “la création d'un bien-être collectif”, “la menace de la décarbonation” et “un avenir alimenté par les combustibles fossiles”. Ces narratifs se trouvent réitérés publiquement par l'industrie, les syndicats et les représentants des deux principaux partis politiques australiens. (...) Cette réarticulation continue renforce l'idée d'une sorte de “bon sens commun” selon lequel la nation est dépendante de l'énergie et des exportations de combustibles fossiles. »

Les syndicats polarisés sur la question de l'extraction minière

Selon Wright *et alii*, le soutien ou non à l'extraction minière est une ligne de

démarcation fondamentale, y compris au sein du mouvement syndical (encadré 3) : « Une frontière politique a ainsi été établie avec des lignes claires pour ou contre la poursuite de la dépendance à l'égard des combustibles fossiles. C'est sans doute au sein du mouvement syndical que cette tension s'est le mieux illustrée, où certains syndicats émettent parfois la nécessité d'une transition vers l'abandon des combustibles fossiles tout en continuant d'exprimer l'idée qu'ils demeurent une nécessité à long terme (voir, par exemple, Maher, 2016) » (Wright *et al.*, 2022:557). Car si la politique définie lors du congrès de l'ACTU est claire, et que d'après Frances Flanagan, experte de la question et coéditrice du numéro spécial du *Journal of Industrial Relations* sur le changement climatique et les relations professionnelles²⁴, l'établissement de l'autorité fédérale pour la transition bénéficie d'un large soutien, la question est plus contrastée au niveau des fédérations syndicales et de leurs branches locales.

Le lecteur comprendra aisément que les fédérations soient réticentes à s'exprimer sur la question, bien qu'il y ait de nombreuses instances où elles exercent des pressions publiques diabolisant les parties qui sont perçues comme allant à l'encontre du « bon sens commun²⁵ ». Certaines directions syndicales se trouvent prises en étau entre la centrale et leur base. Dans le cas de la division mines-énergie du Queensland par exemple, le *leadership* se montrait remarquablement progressiste mais a dû céder sous la pression de sa base. C'est effectivement dans le secteur privé que la question fâche et divise, en tout premier

24. « Climate Change and Industrial Relations », Special Issue, *Journal of Industrial Relations*, vol. 64, n° 4, 2022.

25. P. Coorey, « Labor losing voters over coal and gas: unions », *Australian Financial Review*, October 28, 2020, <https://bit.ly/40kBcqq>.

Encadré 3 - Des syndicats divisés idéologiquement

Il n'existe qu'une seule centrale syndicale en Australie, l'Australian Council of Trade Unions (ACTU), à laquelle sont volontairement associées 38 organisations syndicales. Ces dernières sont organisées de façon traditionnelle, soit par secteur, soit par métier, certaines formant des fédérations à plusieurs divisions comme c'est le cas du CFMMEU. En règle générale, les organisations syndicales ont un siège national et des branches dans chaque État qui sont relativement autonomes. La structure du syndicalisme est donc assez simple, mais le spectre idéologique est en revanche vaste, qui va de la droite à la gauche (Jerrard, Le Queux, 2013:47). Ces orientations idéologiques se répercutent sur les positions des syndicats au regard des questions environnementales (Mildenberger, 2020) : l'Australian Manufacturing Workers Union (AMWU) et le CFMMEU sont par exemple réputés à gauche et à l'opposé l'Australian Workers Unions (AWU) à droite du spectre ; l'AWU s'est montré particulièrement opposé durant l'épisode travailliste, en 2008, à des mesures susceptibles d'affecter les industries à émissions intensives où ses bases syndicales sont présentes, pesant sur les ambitions de l'ACTU (Burgmann, 2012) et pressant le gouvernement, en 2011, d'aménager des compensations aux industriels, notamment dans le secteur de l'acier. Le positionnement du CFMMEU est mitigé avec de fortes dissonances internes entre ses divisions foresterie et maritime, voire au sein même de sa division mines-énergie. Les syndicats du secteur public sont pro-environnement, l'enseignement supérieur en tête (National Tertiary Education Union, NTEU). La Secrétaire générale de l'ACTU, Sally McManus, militante de gauche, vient du syndicat dominant des services, l'Australian Services Union (ASU).

lieu le CFMMEU, vu son poids dominant, sa présence dans les secteurs stratégiques de l'économie et le fait que ses fédérations soient exposées de façon diverse et inégale aux défis environnementaux. Les syndicats du secteur public pour leur part, notamment ceux de l'éducation, ont depuis longtemps pris des positions pro-environnementales (Markey, McIvor, 2019).

On constate par ailleurs une forte animosité de la part de certaines sections du mouvement syndical à l'égard des écologistes et des ONG environnementales. Leur relation reflète généralement les allégeances et affiliations politiques des syndicats, mais elle

demeure principalement circonstancielle, comme nous le verrons dans le cas d'Adani ci-dessous.

Une opposition à un grand projet minier sans les syndicats : l'exemple d'Adani

En 2019, Adani (désormais Bravus) obtient le feu vert conjoint du gouvernement travailliste du Queensland et du gouvernement fédéral de coalition de droite pour l'exploitation du bassin houiller galiléen situé dans le nord de l'État, dans le cadre du projet Carmichael. Il est prévu que le site extraie 10 millions de tonnes de charbon

par an, ce qui équivaut selon les estimations à au moins 4,7 milliards de tonnes d'émissions de GES dans l'atmosphère au cours de ses 60 ans de durée de vie. Adani affirme avoir cherché et obtenu le consentement de la population aborigène locale – les Wangan et les Jagalingou, ce que ces derniers, encore à ce jour en première ligne de la contestation sur le terrain, leur territoire ancestral, réfutent. Adani affirme également que le site respecte les normes environnementales, notamment en matière d'exploitation de l'aquifère. Or selon la Fondation australienne pour la conservation, il est estimé qu'au cours de cette période de 60 ans, le site va drainer 270 milliards de litres d'eau et mener au tarissement des sources du Doongmabulla qui alimentent l'aquifère de la région entière, voire poser un risque pour le grand bassin artésien. Une prévision corroborée par des études indépendantes, y compris celle du Centre national pour la recherche scientifique (CSIRO), qui soulèvent de sérieux problèmes en regard des modèles d'impact environnemental délivrés par Adani²⁶.

Par ailleurs, Adani, par la voix de son P-DG, a annoncé au départ que le site devrait pouvoir jusqu'à 10 000 emplois. Or, la page internet de Bravus indique la création de 2 600 emplois directs seulement, incluant la construction du site et d'une voie ferroviaire (subventionnée), vu que le site est à plus de 300 km de la côte et probablement des installations portuaires permettant d'assurer

l'exportation de la production. Or, l'argument de l'emploi est repris inlassablement par les sphères politique et médiatique. Aux dernières statistiques officielles du mois d'août 2023, le nombre d'emplois directs du secteur minier (310 400) par rapport au total de l'emploi (14 122 500) après ajustement saisonnier n'est que de 2,2 % (voir note 11, p. 125), soit : 0,35 % de l'emploi national pour le charbon (50 100), correspondant à 16 % du secteur dans son ensemble ; 0,14 % (19 800) pour l'extraction du pétrole et du gaz ; 0,96 % pour le minerai de fer. Des emplois très bien rémunérés, certes, et il ne faut pas négliger les emplois indirects, mais la réalité statistique dément l'argument de l'emploi. De plus, comme le soulignait le Secrétaire général de la division construction du CFMMEU du Queensland, à l'adresse de la Première ministre Anastacia Palaszczuk, les promesses d'emplois d'Adani tiennent du « mythe²⁷ » : une fois le site opérationnel, il sera principalement automatisé. Ceci n'empêche pas le CFMMEU d'utiliser son influence auprès du Labour Party pour qu'il soutienne le projet et fasse front contre la campagne d'opposition à Adani (Jolley, Rickards, 2020:14 ; Wright, 2022:550).

Le projet Carmichael suscite une campagne d'opposition considérable, la plus grande bataille écologiste du pays depuis le barrage Franklin des années 1980²⁸, annonçait le militant écologiste vétérinaire, ex-Sénateur et ex-*leader* des Verts, Bob Brown, lors du lancement de la campagne nationale

26. Pour un compte rendu des controverses concernant le projet Carmichael/Adani, voir : <https://bit.ly/3u1ri00>.

27. L. Cox, « CFMEU warns Adani coalmine "risks selling out local jobs" and threatens water », *The Guardian*, May 23, 2019, <https://bit.ly/460qmuZ>.

28. « Nous devons prendre le temps de comprendre l'ampleur de ce qui se passe. #StopAdani est la plus grande campagne environnementale jamais vue dans ce pays depuis la campagne Franklin dans les années 1980. Elle est bien organisée et se déploie dans les communautés (320 événements ont eu lieu au niveau national au cours des derniers mois, et 60 autres sont prévus dans le calendrier). La question se répand dans les médias sociaux et se répercute dans la presse grand public ». K. Murphy, *The Guardian*, May 27, 2017.

#StopAdani, le 21 mars 2017 (voir aussi Simpson, 2018).

La campagne #StopAdani mobilise en effet une alliance de plus d'une centaine d'ONG réunissant environ 2 millions d'adhérents australiens²⁹. Elle échoue à stopper le projet mais permet de le retarder de plusieurs années et parvient à en réduire considérablement l'échelle en obtenant le retrait de nombreux investisseurs (de nombreuses banques telles HSBC, assureurs tels Allianz, le retrait du groupe coréen LG, etc.) : Adani, qui avait au préalable obtenu l'autorisation d'aller jusqu'à 60 millions de tonnes par an, n'en extraira au final « que » 10 millions de tonnes par an³⁰.

Contrairement aux pressions locales en faveur du projet³¹, le syndicalisme s'est fait discret : les moteurs de recherche des sites de l'ACTU, de son réseau Australian Unions et du CFMMEU ne mentionnent aucunement « Adani ». Aucune organisation syndicale ne figure dans la liste des membres de l'alliance #StopAdani. La campagne s'est estompée mais l'attention demeure sur les médias sociaux³². Surtout, les peuples Wangan et Jagalingou continuent la lutte³³.

Gardons à l'esprit pour finir qu'il s'agit d'un des plus grands gisements houillers au monde et qu'Adani a pavé la voie à d'autres prospecteurs potentiels, dans un contexte

où le gouvernement travailliste vient d'autoriser l'expansion et l'exploitation du bassin dans son entier jusqu'en 2073, ce que dénonce la Fondation australienne pour la conservation³⁴, une des principales ONG écologistes du pays.

Conclusion

L'identification et l'explication des différences de positions syndicales en matière d'action climatique est un objet de recherches depuis plusieurs années (Snell, Fairbrother, 2010 ; Goods, 2013). Certaines de ces positions sont notoirement polarisées comme celles des syndicats des travailleurs du charbon et des travailleurs maritimes, les deux partageant néanmoins une idéologie militante de lutte de classe (Flanagan, Goods, 2022). Les positions concernant la décarbonation, la réduction des émissions de GES, la transition vers les énergies renouvelables et l'exploitation des combustibles fossiles varient considérablement d'un syndicat à l'autre et au sein même des syndicats, principalement dans le secteur privé³⁵. Le CFMMEU est un bon exemple de dissonance interne entre sa division de la construction et celle de la mine et de l'énergie, voire au sein même de cette dernière. L'Australian Workers Union (AWU), comme souligné dans l'encadré 3, est particulièrement récalcitrant à toute politique climatique. L'Electrical Trades Union (ETU), en

29. <http://www.stopadanialliance.com/>.

30. Pour un compte rendu des tactiques, cibles et résultats de la campagne, voir : <https://bit.ly/3MmXHF9>.

31. D. McCauley, « Union demands ALP runners favour coal: Adani mine », *The Age*, April 12, 2019, cité par Wright *et al.* (2022:557).

32. <https://www.facebook.com/stopadani/>.

33. <https://standing-our-ground.org/>. À propos de Waddananggu, lieu de rassemblement de la résistance aborigène : <https://bit.ly/49awSOH>.

34. <https://bit.ly/3QDm5F6>.

35. L'auteur tient à remercier Christopher Wright et David Peetz pour leurs observations concernant le positionnement des acteurs syndicaux.

revanche, a depuis longtemps une position progressiste vis-à-vis de l'abandon progressif des centrales au charbon et proactive en regard de l'adoption des énergies renouvelables dans lesquelles les électriciens voient l'avenir de leur profession.

Il faut aussi noter que les prises de position des acteurs syndicaux divergent selon que les émissions de GES sont destinées à la consommation d'énergie domestique ou à l'exportation. Comme nous l'avons mentionné, les politiques énergétiques de l'Australie concernent essentiellement ses émissions domestiques et non, sinon différemment, ses exportations³⁶, ce qui conduit Adrian Blundell-Wignall, ancien cadre de l'OCDE, à se poser la question de leur utilité : « À quoi bon viser la neutralité carbone quand les exportations de charbon représentent presque deux fois et demie les émissions domestiques³⁷ ? » Or, l'argument utilisé par les tenants de l'exploitation des énergies fossiles, notamment pour justifier la mise en place du projet Carmichael, est que, le charbon australien étant de qualité énergétique supérieure, tant qu'il y aura une demande mondiale, il est préférable pour la planète que le charbon consommé

soit australien ! Et, en plus du charbon, les exportations de gaz naturel liquéfié atteignent des niveaux records (environ 180,96 millions de mégalitre en 2022³⁸) et l'exploitation *offshore* est en pleine expansion. C'est effectivement ce que relève Polly Hemming, Directeur du Australia Institute's Climate & Energy Program en référence au rapport de 2023³⁹ concernant le « fossé » entre la croissance de la production et les ambitions de réduction de consommation énergétique, en soulignant que ce rapport nous apprendait ce qu'on savait déjà sur l'Australie : ce n'est pas un fossé mais bien un « énorme gouffre » entre la rhétorique du gouvernement et la réalité de son action, alors que le pays, en tant qu'exportateur majeur, pourrait faire une différence dans l'équation mondiale⁴⁰.

L'Australie peine à remettre en cause l'hégémonie des combustibles fossiles. Tant que cette hégémonie perdurera, une action commune, concertée et d'une ampleur adéquate sera compliquée. D'ici 2030, au fil de la transition (et des catastrophes hélas prévisibles), on peut s'attendre à ce que les ambivalences s'estompent et que les fractures syndicales s'élargissent.

36. L'ironie est qu'au regard des exportations, c'est la souveraineté nationale en matière énergétique qui préoccupe le gouvernement : le pays exporte tellement qu'il fait face à des crises de pénurie énergétique et à une inflation considérable des prix domestiques de l'électricité.

37. « Australia's coal exports create almost two and a half times the emissions Australians produce domestically. » : P. Martin, « What is the point of moving to net zero on the latter while we do nothing on coal exports? », *The Conversation*, 29 octobre 2023, <https://bit.ly/3MAaX9L>.

38. <https://bit.ly/3G0wPYb>.

39. *Phasing down or phasing up? Top fossil fuel producers plan even more extraction despite climate promises*, Production Gap Report 2023, <https://bit.ly/47aZOzs>.

40. « Global report highlights "enormous chasm" between government rhetoric and climate action », The Australian Institute, November 8, 2023, <https://bit.ly/47DuSwD>.

Sources :

- Burgmann V. (2012), « From “jobs versus environment” to “green-collar jobs” : Australian trade unions and the climate change debate », in Rätzl N., Uzzell D. (eds.), *Trade Unions in the Green Economy*, London, Routledge, p. 131-145.
- Flanagan F., Goods C. (2022), « Climate change and industrial relations: Reflections on an emerging field », *Journal of Industrial Relations*, vol. 64, n° 4, p. 479-498, <https://doi.org/10.1177/00221856221117441>.
- Goods C. (2013), « A just transition to a green economy: Evaluating the response of Australian unions », *Australian Bulletin of Labour*, n° 39, p. 13-33, <https://bit.ly/3SkVSfR>.
- Jerrard M., Le Queux S. (2013), « Australian trade unions and international labour movements », in Teicher J., Holland P., Gough R. (eds.), *Australian Workplace Relations*, Port Melbourne, VIC, Australia, Cambridge University Press, p. 46-62, <https://bit.ly/3QEfLNR>.
- Jolley C., Rickards L. (2020), « Contesting coal and climate change using scale: Emergent topologies in the Adani mine controversy », *Geographical Research*, vol. 58, n° 1, p. 6-23, <https://doi.org/10.1111/1745-5871.12376>.
- Le Queux S., Peetz D., Burgess J., Waring P. (2022), « Adieu au Fair Go ? Néo-libéralisme et reconfiguration des relations professionnelles en Australie », *La Nouvelle Revue du Travail*, n° 21, <https://doi.org/10.4000/nrt.12978>.
- Maher T. (2016), « Why Australia needs a just transition: Speech to the ACTU Just Transition Conference », CFMEU Mining & Energy, November 10, <https://bit.ly/3Fz2rE5>.
- Markey R., McIvor J. (2019), « Australian workers’ climate action: Constraints and opportunities », *International Union Rights*, vol. 26, n° 4, p. 10-11, <https://doi.org/10.1353/iur.2019.a838166>.
- Mildemberger M. (2020), *Carbon Captured: How Business and Labor Control Climate Politics*, Cambridge, London, MIT Press.
- Simpson L. (2018), *Adani, following its dirty footsteps : A personal story*, North Geelong, Victoria, Spinifex.
- Snell D., Fairbrother P. (2010), « Les syndicats, acteurs de l’environnement », *La Revue de l’IRES*, n° 65, p. 153-172, <https://ires.fr/wp-content/uploads/2023/01/r65-8.pdf>.
- Wright C., Irwin R., Nyberg D., Bowden V. (2022), « “We’re in the coal business” : Maintaining fossil fuel hegemony in the face of climate change », *Journal of Industrial Relations*, vol. 64, n° 4, p. 544-563, <https://doi.org/10.1177/00221856211070632>.